

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'OCCASION DU CENTENAIRE DU SYNDICAT PROFESSIONNEL DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS DE FRANCE ET D'OUTRE-MER, PARIS, VENDREDI 29 JANVIER 1982

29 JANUARY 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Messieurs,

- Comme je viens de le rappeler, c'est l'objet même de notre réunion, votre syndicat est centenaire. Et à mon sens un centenaire qui se porte bien malgré la crise économique mondiale à laquelle sont confrontés les Etats comme les entreprises. Un centenaire bien vivant qui se pose bien des questions et qui souhaite voir ses forces s'accroître.

- J'ai eu plaisir à répondre à votre invitation pour montrer l'intérêt que j'attache à votre activité et au rôle qu'elle doit jouer dans le redressement de notre économie. Mon propos à son tour sera bref, et n'aura d'autre objet que de vous rappeler quelques grandes orientations, puis de manière informelle, mêlé à vous, je pourrai vous écouter et mieux connaître les préoccupations, celles qui viennent d'être exprimées, des entrepreneurs ici représentés.

- Votre syndicat, disions-nous, est centenaire et vous rappeliez fort heureusement que c'était Ferdinand de LESSEPS qui en avait été le premier président d'honneur. C'est grâce-à ce diplomate doublé d'un ingénieur que la France a pris l'initiative fameuse de travaux aussi importants que le canal de Suez. Quelle vitrine à l'époque ! Exemple suivi dans le temps de nombreux autres. Vous en êtes les héritiers, messieurs, à ce que j'ai pu constater dans les nombreux pays que j'ai visités.

- Mais si vous êtes un centenaire vaillant et plein d'espoirs, croyez que vos problèmes ne m'échappent pas. Et c'est vrai que j'ai observé, depuis plusieurs années, la stagnation de vos activités, car la réduction de vos commandes en France n'a pas été compensée par ce qui a été réalisé à l'étranger. Aujourd'hui, vous avez l'ambition de retrouver une nouvelle jeunesse et je souhaite pouvoir vous y aider. Ne gardons pas simplement cette formule de souhait : j'entends vous y aider. C'est l'intérêt de la France, de vos entreprises et des travailleurs que vous employez. C'est pourquoi je considère que la relance de vos activités parmi d'autres à l'intérieur, et la conquête de nouveaux marchés à l'extérieur, sont intimement liées.

Dans cette perspective, le rôle de l'Etat, vis-à-vis de votre profession, se présente sous trois aspects :

- 1) D'abord, l'environnement juridique et technique, domaine important -compte tenu des relations étroites que vous entretenez avec l'Etat et les collectivités publiques. Cela intéresse les cahiers des charges, la passation des marchés, les règlements, tous points sur lesquels il est nécessaire de rechercher une meilleure simplification des formalités administratives, refrain entonné cent fois au cours de ces dernières années. Mais je dois le dire, pour avoir été moi-même longtemps maire, conseiller général, président d'un conseil général, j'ai constaté le grignotage de la paperasserie, source de tracas le plus souvent inutile et j'attache beaucoup de -prix à éliminer ce qui n'est pas indispensable.

- C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai veillé à développer, nous n'en sommes pour l'instant qu'à la discussion des textes législatifs, une meilleure décentralisation pour que les choses aillent plus vite et s'examinent sur le terrain. Etant bien entendu, je l'ai noté au passage de votre exposé, qu'il faut prendre garde à une tendance qui verrait les collectivités locales se substituer aux entrepreneurs. C'est une tendance déjà très ancienne. Je me souviens même d'être intervenu dans certains débats difficiles pour regretter qu'une sorte de pression ait pu s'exercer sur les collectivités, sur les élus nouveaux, spécialement des conseils municipaux afin de réserver à un certain nombre d'administrations un débat qui devrait être plus large. Et si, en fait, s'organise entre l'administration, les collectivités locales et les entrepreneurs un dialogue qui fait, qu'en fin de -compte vous vous trouvez vous-même au travail avec des responsabilités nouvelles, je craindrais en effet que l'initiative s'abaissât, si jamais cette tendance devait dépasser un certain seuil. Telle est en tout cas l'opinion qui est la mienne et que je veillerai à répéter sans arrêt dans les instances gouvernementales.

2) Ensuite la politique de relance économique. Avant que les Français me confient la responsabilité de

l'Etat, j'avais indiqué qu'un programme de grands travaux figurerait en bonne place parmi nos objectifs essentiels. Je n'ai pas abandonné cette idée. Disons simplement que 1981 n'était pas une année qui se prêtait le plus aisément à la relance à laquelle pourtant je tiens et que je maintiendrai.

- C'est d'ailleurs une constante - permettez cette seule allusion de caractère politique d'ailleurs plus historique que politique - des gouvernements animés par les forces de progrès que d'animer une politique de grands travaux publics. C'est en 1936 que le gouvernement de Léon BLUM a lancé la construction de la première autoroute de notre pays, c'était l'autoroute de l'ouest. De la même façon, les gouvernements de la Libération et des années qui ont suivi ont mis en oeuvre un vaste programme de reconstruction et de modernisation, de nos voies ferrées, de nos ports, des grandes infrastructures énergétiques et routières. Sans doute, ces travaux étaient-ils commandés par la nécessité et après les très grandes destructions du deuxième conflit mondial, mais cela n'aurait pas pu être réalisé si les responsables politiques de l'époque n'avaient pas rencontré devant eux des entrepreneurs de grande qualité, plein d'audace, capables d'assumer des risques et disposant de grandes compétences techniques.

- Certes, les besoins ne sont plus les mêmes, tout au moins du même ordre, et il faut se garder de considérer comme une fin en soi la réalisation d'ouvrages de prestige d'où la rentabilité économique et sociale serait absente. Il nous faut aussi, faut-il le répéter, tenir-compte des contraintes financières dont nous avons hérité. Mais la volonté de bâtir demeure et j'entends qu'elle se traduise concrètement et le plus tôt possible dans les faits. Si nous dégageons la croissance nécessaire - seul pays d'Europe à le tenter, j'espère le réussir - les premiers résultats vont dans ce sens, alors je souhaite, en effet, que les grands travaux deviennent une des raisons de la mobilisation des Français au travail.\

Dès mon entrée en fonction, j'ai demandé que les études soient -entreprises pour permettre la réalisation de quelques uns de ces travaux faute de pouvoir les décider tous en même temps. Vous avez rappelé que la SNCF soumettrait au gouvernement dans les prochaines semaines le projet TGV Ouest. Mais c'est une leçon du bon sens et de l'expérience, cinq ans pour la ligne de Lyon, c'est assez typique de la lenteur de nos réactions, des embarras administratifs. Je me suis adressé, il n'y a pas si longtemps à M. le ministre de l'urbanisme et du logement `Roger QUILLIOT` dans un domaine voisin du vôtre pour m'étonner que les 50000 logements, qui devaient précéder 50000 autres que nous avons décidé dès le début de la -constitution du premier gouvernement de M. MAUROY, aient attendu pour des raisons qui n'incombaient pas à votre responsabilité mais qui incombent à la responsabilité globale du gouvernement, quelques six à sept mois avant d'être simplement entrés dans la réalité de nos circuits administratifs. Alors là, ce n'est pas possible et je sais, monsieur le ministre de l'urbanisme et du logement, que vous y veillez, on ne peut pas ruiner les chances de l'économie française, parce qu'il y a une administration très compétente et très sérieuse, peut-être par excès non pas de sérieux mais de souci de revenir toujours remettre les travaux sous surveillance. On ne peut pas perdre ce temps. Le temps est un facteur déterminant, surtout dans le domaine où vous êtes, un facteur déterminant de notre réussite.

- J'ai indiqué ce projet de TGV - M. le ministre d'Etat `Charles FITERMAN` me l'avait soumis alors même que nous en discutons sur la ligne Paris-Lyon - et j'ai bien entendu que cela correspondait à vos préoccupations : celles de la continuité des commandes du secteur public. Les entreprises qui ont acquis une très grande, une remarquable expérience à l'occasion de la construction de la ligne de Lyon pourront trouver là matière à travaux et il en sera de même de la sous-traitance qu'il convient d'associer à toutes les étapes de sa réalisation.\

A Paris même, d'importantes réalisations témoigneront de notre volonté d'aller de l'avant et de faire de notre pays un exemple, tant pour la qualité de ses projets architecturaux que pour son ambition de réconcilier la culture et la ville. Indépendamment de l'effort qui sera accompli comme vous le savez par la ville de Paris elle-même, les intérêts des actions de l'Etat et de la ville se compénétrant, je pense que notre capitale offrira, dans cinq ou six ans, grâce-aux grands travaux que vous exécuterez, un visage très différent et en tout cas plus proche des besoins de la vie et de la civilisation urbaine. Et ce raisonnement, faute de vouloir m'exprimer pendant trop longtemps à propos de Paris, vaudra pour de très nombreuses villes de province.

- Pour en revenir à Paris : transformation du site de la Villette £ construction du ministère des finances qui rendra d'une part au Louvre sa vocation première et qui d'autre part sera l'occasion d'un immense

qui rendra d'une part au Louvre sa vocation première et qui, d'autre part, sera l'occasion d'un immense chantier £ création d'un centre international pour la musique £ construction d'un opéra £ préparation d'une exposition universelle pour 1989 £ construction de divers stades dont nous avons prévu, aujourd'hui, le développement dans les années prochaines £ achèvement du musée d'Orsay £ développement de la tête de la Défense. Tout cela est une énumération rapide mais simplement dite pour vous signaler que les décisions sont prises, que nous sommes donc engagés sur le développement des travaux là où cela nous paraît possible.

- Vous savez quel -prix j'attache à l'aménagement des villes. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, nous n'aurons rien fait si nous n'avons pas créé dans les dix années à venir les bases de la civilisation urbaine. Les choses vont si vite, la migration des populations se précipite tellement, si nous n'avons pas d'infrastructures de tout ordre (routières, ferroviaires, aéronautiques, maritimes, que sais-je encore), si nous n'avons pas l'ensemble des infrastructures et finalement l'organisation de la ville faite de telle sorte que celui qui doit y vivre, y trouve un peu plus de chance, d'équilibre, de confort et de communication, alors nous aurons manqué en cette fin de siècle le devoir qui nous incombe et hors duquel la France du XXIème siècle se traînera sans avoir une véritable capacité de promouvoir une société d'échange et de liberté.

- Cela suppose une nouvelle conception de l'habitat, ce qui intéresse le secteur du bâtiment mais aussi une géographie urbaine repensée, avec toutes ses conséquences sur la voirie, les espaces verts, les transports collectifs, les grands ensembles, les différents équipements sociaux.

- Voilà un certain nombre d'axes pour l'avenir qui figureront dans le VIIIème Plan. Sans doute ne suffisent-elles pas à répondre aux difficultés immédiates. J'ai été sensible à vos arguments, monsieur le président CLEMENT, à propos du raccourcissement par exemple des carnets de commande, préoccupation légitime surtout des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas les réserves suffisantes ni les reins assez solides, en ce début d'année.\

En 1982, le gouvernement a décidé de soutenir l'effort d'investissement des collectivités locales en prévoyant une croissance des subventions de l'Etat pour l'équipement de plus de 17 %. Et si sur certains points vous avez observé un certain tassement, c'est dû au fait qu'en plein milieu d'année, il nous a fallu aborder tous les problèmes à la fois et veiller à ce que la relance, à laquelle nous tenons, évite des dérapages inflationnistes, c'est ce qui s'est produit puisque le rythme de notre inflation, aujourd'hui, correspond exactement point pour point à celui que nous avons reçu au mois de mai, c'est-à-dire 14 %. Ce chiffre est beaucoup trop élevé. Mais il n'a pas bougé en dépit de la redistribution de quelques trente-six milliards de francs, en dépit de ces travaux dont nous allons commencé à assumer la charge, en dépit d'un effort de redistribution sociale, en dépit de la mobilisation nécessitée par la lutte contre le chômage. Nous en sommes restés au même point d'inflation étant bien entendu qu'il faudra, cette année, engager le combat pour la réduire. Et à cet égard, l'une de vos réflexions m'est apparue comme particulièrement judicieuse : c'est celle qui note que précisément vos entreprises, votre profession sont parmi les moins inflationnistes qu'il soit. Nous avons donc, en-particulier dans le domaine du bâtiment, dans le domaine des travaux publics, un choix à faire, et développer des types de production et de construction qui nous permettent au maximum d'éviter exagérément d'acheter à l'étranger ou même qui peuvent provoquer un certain afflux d'exportation en-raison de la haute technique de nombreuses entreprises. En tout cas, il est nécessaire que soient rapidement engagés les travaux pour lesquels les financements existent. Réflexion qui rejoint celle que j'exprimais tout à l'heure. C'est pourquoi les collectivités locales viennent d'être autorisées à lancer immédiatement des opérations subventionnées, techniquement prêtes, sans avoir à attendre l'achèvement des procédures administratives traditionnelles. J'entends que les collectivités publiques s'engagent elles aussi dans la voie de la réduction des délais de paiement.

- Ces travaux sont le plus souvent dévolus aux petites et moyennes entreprises. Elles trouveront grâce à cette décision un précieux ballon d'oxygène. Je dis un précieux ballon d'oxygène, c'est ce que j'ai écrit dans mon texte, j'aurais mieux fait d'écrire un nécessaire ballon d'oxygène, sans quoi nous verrons se multiplier la disparition de ces entreprises. Et dans quelle condition ?\

3) Enfin, monsieur le président, j'ai été très intéressé par votre exposé lorsque vous vous êtes attardé sur l'effet de vitrine, seule expression employée, des réalisations nationales pour la conquête des marchés extérieurs.

- La France, grâce à vos entreprises, est l'un des tout premiers bâtisseurs mondiaux et je tiens à en féliciter les artisans que vous êtes. Notre pays est le premier constructeur de métros, d'aéroports dans le monde, et quand on sait l'impact très élevé dû à la fréquentation de ces réalisations sur l'opinion du pays où elles se situent, cela conforte notre image de marque de grande nation industrielle. On peut parler aussi de centrales nucléaires. J'ai bien compris votre argumentation relative à votre expansion économique, mais d'autres considérations ont prévalu, qui ont conduit le gouvernement à réduire en effet le programme envisagé, mais pour démultiplier les efforts dans d'autres domaines : je pense en particulier aux techniques modernes des énergies renouvelables. Je pense aussi aux économies d'énergie qui nécessiteront des immobilisations considérables dont la rentabilité sera très importante car on pense toujours aux économies d'énergie, et on a raison, dans le logement mais il ne faut pas oublier les économies d'énergie industrielles, les économies d'énergie dans des domaines comme celui de l'automobile par la simple appréhension des technologies évoluées.

- Cela est une grande ambition nationale qui ne nous fera renoncer en rien à la volonté d'assurer l'indépendance énergétique de la France dont les centrales nucléaires en question sont un des éléments primordiaux. J'ajoute, c'est vrai que vous avez réussi à créer des techniques dans ce domaine, des techniques d'exportation dont j'aperçois chaque jour l'importance si j'examine la somme des commandes qui proviennent de l'extérieur.

- L'année 1981, l'année dernière, à cet égard, a été quand même remarquable puisque vous avez reçu des commandes, en progression de près de 75 %. Vous avez conquis de haute lutte des marchés très difficiles. Je pense à la Colombie pour l'aménagement hydraulique d'une vallée, à Damiette, pour la construction du port, à Bagdad, pour le réseau d'adduction d'eau, à Caracas pour le métro, et cette énumération n'est, bien sûr, pas exhaustive. Vous savez que nous avons engagé des négociations complètes certes, mais sur lesquelles on a le droit d'être optimiste dans des pays voisins du nôtre où l'on comptera des contrats considérables précisément dans les domaines que je viens d'évoquer.

- Permettez-moi, madame et messieurs, d'adresser par votre intermédiaire, mes félicitations à tous les travailleurs, ingénieurs, techniciens, ouvriers qui oeuvrent pour ces succès. Beaucoup d'échanges de biens industriels sont ainsi amorcés qui entraînent vers d'autres exportations.

Relance économique, conquête des marchés extérieurs, dans mon esprit, sont inséparables de l'amélioration du cadre-de-vie et des conditions de travail. C'est pourquoi la croissance sociale, c'est le terme que j'ai employé, afin de donner leur juste place à tous les acteurs de la vie économique.

- Nous avons, en effet, recherché la croissance. Etait-ce absurde ou était-ce illusoire ? Fallait-il s'enfermer dans une politique repliée sur elle-même dont on aperçoit qu'elle aboutissait à toutes les formes de récessions ? Ne fallait-il pas davantage compter sur l'énergie, sur la capacité de création, sur la volonté de travail, sur l'intelligence de tous ceux qui sont mêlés à la vie de vos entreprises et des autres. En recherchant une croissance d'environ 3 % tandis que jusqu'alors on tournait autour du zéro quand ce n'était pas même au-dessous - c'est-à-dire d'une réduction dont les conséquences sont facilement imaginables - nous avons entrepris ce qui est plus qu'une expérience, ce qui est une véritable politique dont je pense qu'elle reste indispensable dans la mesure de nos moyens. Nous savons bien que cette politique est contrecarrée par un environnement qui, lui, s'abandonne à la récession, qui part des Etats-Unis d'Amérique avec les hauts loyers de l'argent, avec les hauts taux de change, qui risque de passer par l'Allemagne - et l'Allemagne est notre principal client et notre principal fournisseur - et donc d'être contagieux. En France nous entendons lutter pied à pied, reprendre l'avantage et faire la démonstration que seule une politique de croissance - différente de la croissance que nous avons connue au-cours du dernier quart de siècle - est la condition même d'une vie suffisamment harmonieuse et du développement d'un pays comme le nôtre. Nous avons de même tiré les conséquences normales, mais qui ont peut-être un peu trop tardé, des relations qui se sont établies entre le franc et les autres monnaies, spécialement les autres monnaies du système monétaire européen `SME`, qui s'était fixé déjà depuis plusieurs années dans un rapport où le franc vivait artificiellement, notamment par-rapport au mark. Nous nous sommes bornés à faire le constat et à officialiser `dévaluation du franc` dans le remaniement interne du système monétaire européen une situation qui limitait notre capacité d'exportation, qui ne permettait pas d'aborder dans de bonnes conditions la concurrence internationale. Nous avons pris nos responsabilités, peut-être aussi nos

risques, mais nous entendons continuer hardiment dans cette voie, parce que nous croyons à la capacité de la France et à la capacité des Français.\

Dans votre secteur, puisque je parlais de la croissance sociale, un progrès important a été réalisé par exemple dans la réduction de la durée du travail. Il faut persévérer, de façon raisonnable, améliorer encore les conditions de travail qui sont par-nature plus pénible sur les chantiers et plus difficiles à résoudre, en-raison de cet affrontement permanent de l'effort de l'homme dans le domaine des travaux publics avec la nature et qu'il convient de maîtriser et de dominer. Enfin il faut développer la prévention pour lutter contre les accidents et élever tous les niveaux de qualification.

- Croyez-le, madame et messieurs, le gouvernement est prêt à vous aider dans cette direction, à préparer par le dialogue à la concertation les mesures sociales utiles, et cela sera d'autant plus facile à mettre en oeuvre que le niveau de vos activités sera garanti sans accélération brutale, ni freinage conjoncturel.

- Je vous le dis, je connais et je crois comprendre, vos soucis. La réforme de la planification qui vient de s'engager devra avoir pour objectif une meilleure maîtrise de l'évolution des finances publiques donc des dépenses, donc des commandes. La pratique des contrats de plans avec les grandes entreprises publiques qui sont avec l'Etat et les collectivités locales, je le disais, vos principaux clients, contribuera aussi à assurer des débouchés plus stables ouverts à une concurrence loyale entre entreprises.\

Voilà, monsieur le président, madame et messieurs, les réflexions que m'inspire cette rencontre. Notre projet est ambitieux. Je crois que vous êtes capables d'agir et qu'il est donc très important que nous soyons capables de mobiliser les bâtisseurs que vous êtes. Ce n'est pas par hasard, si je me trouve parmi vous ce matin, vous pouvez aisément imaginer que les sollicitations sont nombreuses pour le Président de la République et que je ne puis tout accepter quelque'intérêt que je porte aux différentes activités de la nation. Si, donc, je suis parmi vous ce matin, c'est parce que je veux que soit bien compris la -nature de notre effort et la direction que les pouvoirs publics ont pris, et s'ils ne l'ont pas assez pris, qu'ils devront prendre. C'est aussi parce que je veux mettre l'accent sur cette idée centrale, nous voulons ranimer l'économie. Or, on dira, le volontarisme cela ne suffit pas. Il y a des conditions extérieures, intérieures, des lois économiques qui ne permettront peut-être pas, surtout avec la politique que vous faites, d'aboutir aux résultats que vous souhaitez. Naturellement, nous aboutissons à une certaine cohérence qui est, c'est bien normal, dans un pays comme le nôtre, de rendre la discussion possible et ouverte. Nous croyons à ce que nous faisons et nous voulons ranimer l'économie en nous adressant aux forces vivantes, en comptant aussi sur l'entraînement d'une plus grande justice, d'une plus grande chance offerte à chacun depuis l'enfance jusqu'à l'âge mûr. Nous voulons que l'on se sente un peu mieux en France, ce qui signifie pour certains - une minorité - une part de sacrifices, s'ils n'y étaient pas toujours habitués, et pour le plus grand nombre le sentiment que la France est une bonne démocratie où l'on respecte les libertés. Je voudrais bien que cette visite soit comprise comme cela.

- Vous représentez un certain type de constructeurs, un certain type d'hommes sur le terrain. Sans doute faites-vous marcher, surtout dans les grandes entreprises, des bureaux d'études multiples. Sans doute avez-vous besoin de concepteurs, qui au-delà de leurs bureaux, travaillent avec leur imagination et leur technique. Mais vous ne pourriez pas être ce que vous êtes si vous n'étiez pas des hommes de terrain, si vous ne connaissiez pas les hommes, et si vous ne connaissiez pas les choses. Eh bien j'ai besoin, et nous avons besoin, de connaître les hommes et de connaître les choses. Une grande leçon de réalisme ne se passe pas nécessairement d'une grande volonté d'idéal, c'est à quoi, madame et messieurs, je vous invite.\